

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 76

Mercredi 29 juin 1977

Prix : 1 F

Editorial :

Guadeloupe, il nous faut coordonner nos luttes

La multitude de grèves qui ont secoué les différents secteurs de l'économie de la Guadeloupe depuis la fin de l'année dernière continue, de sorte qu'une certaine tension sociale, avec des hauts et des bas, s'est maintenue. Après les grèves des employés de commerce, des docks, et de certains CET de la Guadeloupe, les grèves d'avertissement de l'équipement, la marche de nombreuses petites entreprises (Bata, SOGMIA, les Chantiers Audebert...) aujourd'hui encore se trouve perturbée par des mouvements de grève, alors que dans le bâtiment, cela fait plus d'un mois que la lutte dure. Cette seule énumération est une preuve suffisante du degré de combativité de la classe ouvrière en Guadeloupe.

Cependant, ces grèves sont pour la plupart des grèves défensives, déclenchées soit pour s'opposer aux licenciements, soit pour une augmentation de salaire permettant aux travailleurs de maintenir un faible pouvoir d'achat. C'est ainsi que la grève perdue des mécaniciens de la SOGMIA (garage Simca) a été déclenchée par ceux-ci pour s'opposer au licenciement de quelques-uns de leurs camarades. A certains moments, elle a pris une tournure dure. Ainsi, lorsque dans la journée du vendredi 17 juin, les travailleurs ont dû séquestrer le directeur de cette entreprise, car celui-ci ne voulait pas leur payer leur quinzaine.

Les travailleurs des Chantiers Audebert ont, eux aussi, commencé un mouvement depuis le 10 juin. Ils réclament la fixation de la valeur du point à 14 F, l'attribution d'une prime de vacances égale à un demi-mois de salaire et d'une prime de transport de 150 F par mois. Audebert fait jusqu'à présent la sourde oreille aux revendications de ces travailleurs.

Par ailleurs, depuis le vendredi 17 juin, les employés du magasin Bata, à Pointe-à-Pître, sont en grève. Ils réclament un salaire minimum de 1.800 F mensuels. Il faut dire que cela fait bien longtemps que le mécontentement couvait dans ce magasin, car chez Bata comme dans le commerce en général, les conditions de travail sont difficiles et les salaires particulièrement bas. Pour mettre fin à une tentative des patrons de briser leur grève, les travailleurs ont mis sur pied pendant la journée du samedi 18 un piquet de grève à l'entrée du magasin.

Dans toutes ces luttes, la tactique appliquée par les syndicats est celle que la CGT appelle « harcèlement » ou encore « grève à répétition »...

Si la combativité des travailleurs guadeloupéens est toujours restée à un haut niveau, faute de perspectives, elle n'a pas débouché sur une lutte d'ensemble de la classe ouvrière.

Le meilleur exemple est cette grève des travailleurs de Bata qui est dirigée par la CGT, quelques semaines après le mouvement qui avait paralysé les grands magasins. Aujourd'hui, les employés de Bata se battent seuls. Alors que le problème à résoudre dans cet établissement concerne tous les employés de commerce, des grands comme des petits magasins. Il s'agit d'imposer aux patrons un salaire minimum décent et des conditions de travail moins dures pour l'ensemble de la profession.

Ne serait-ce qu'au niveau de cette branche, il était possible et nécessaire de mobiliser tous les travailleurs. Il était possible d'imposer un changement profond de la condition des employés en paralysant le commerce jusqu'à ce que les patrons cèdent.

Le seul argument contre cela aurait été le manque de combativité des travailleurs ; or, nous l'avons vu, ce n'est pas elle qui fait défaut actuellement.

Tous les syndicats sont opposés à des luttes d'ensemble offensives. Aussi bien la CGT, l'UGTG, le SPECOG, la FTG, que les autres.

Ils conduisent des mouvements limités, contrôlés, évitant soigneusement toute mobilisation et toute participation réelles

(Suite page 3)

MARTINIQUE :

Dans plusieurs secteurs, les travailleurs refusent de payer la crise

LES mois de mai et juin ont été marqués par de nombreuses grèves isolées à la Martinique.

Dans le bâtiment, on peut citer les 2 mois d'agitation à la COLAS, faisant suite aux 83 licenciements annoncés par la direction. Il y a eu aussi une grève d'une semaine à Dragages, contre les licenciements, une autre grève de 4 jours à la SATON contre l'emploi de tâcherons.

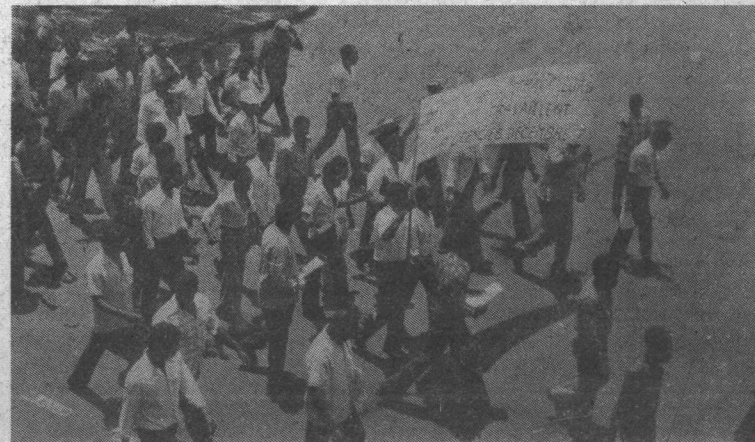
Les employés de la SIMAR ont fait plus d'une semaine de grève pour protester contre les agissements méprisants de la direction.

Au Centre Hospitalier de Fort-de-France, la grève du 14 et 15 juin a été largement suivie par le personnel qui réclame entre autres, la création de 238 emplois nouveaux, la 5^e semaine de congés payés et le 13^e mois.

Le 23 juin les métallos de la SOCALTRA sont entrés en grève illimitée pour exiger là aussi le 13^e mois et refuser de faire des heures supplémentaires.

Tous ces mouvements sont donc l'expression d'un très large mécontentement au sein de la classe ouvrière en Martinique. Ce mécontentement est dû pour une très large part à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

La situation des travailleurs se dégrade de plus en plus — licenciements massifs dans le bâtiment, blocage de la création de postes dans les services publics, renchérissement du coût de la



vie et maintien des salaires au plus bas niveau.

Les organisations ouvrières — syndicats et partis qui influencent ces syndicats — se contentent d'opposer à cette lutte nécessaire des travailleurs la perspective de l'arrivée possible de la gauche au gouvernement en France.

La conséquence de cela est que les travailleurs se battent en ordre dispersé et donc avec peu de chances de succès.

Pourtant, une lutte d'ensemble est possible, la grève générale du 24 mai l'a démontré. Il est possible d'unifier ces luttes autour d'un programme d'ensemble contre les patrons et le gouvernement.

Telle n'est pas la tactique des syndicats qui, incapables de s'opposer aux luttes des travailleurs, se contentent de les suivre sans proposer de perspectives.

(Suite page 2)

Des Cambodgiens en Guyane, une nouvelle lubie du colonialisme

LE gouvernement français a précisé son projet d'installer une soixantaine de familles cambodgiennes en Guyane. Olivier Stirn a expliqué et justifié cette décision devant la presse et le député RPR H. Rivière a approuvé cette implantation tout en demandant, du bout des lèvres, que les collectivités locales soient consultées.

Mais précisément, ce projet a déjà provoqué en Guyane un grand mécontentement, exprimé par les organisations politiques, syndicales et diverses personnalités. Un comité « MAYOURI » contre l'invasion et pour la survie du peuple guyanais s'est constitué à l'appel des organisations nationalistes, pour organiser la mobilisation contre l'arrivée des 60 familles.

Une telle décision de l'impérialisme français relève-t-elle d'un projet politique démoniaque de

« diluer » le peuple guyanais parmi le nombre important de familles étrangères à sa solde, comme l'affirment certains groupes nationalistes guyanais ? Ne relève-t-elle pas plutôt d'une nouvelle lubie cynique et tout autant méprisante ?

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, c'est que les Guyanais subissent depuis 300 ans les pires fantaisies du colonialisme.

Durant près de cent ans, la France coloniale a transformé ce pays en un immense bagne dont la triste réputation a traversé les océans. Après la guerre il fut question de favoriser l'implantation des Antillais. La mode passa encore et, dans les années 60, la politique de « prestige national » conduisit à construire une base spatiale soi-disant appelée à connaître un développement européen. Puis il y a un an, Stirn promettait un grand développe-

ment de la Guyane : le moyen en était l'implantation de 30 000 colons français... Entre ces périodes fertiles en grandes idées, le gouvernement ressort de vagues plans d'exploitation des ressources minières ou de la forêt.

Ces projets ont toujours été décidés autoritairement, sans jamais tenir compte ni des besoins, ni des aspirations réelles de la population. La preuve en est qu'une population de 60 000 personnes, dans un grand pays aux ressources naturelles importantes, n'a pu connaître, en 300 ans d'occupation française, un développement économique correct. Bien au contraire, des centaines de jeunes sont obligés chaque année de choisir entre l'exil et le chômage chronique.

(Suite page 3)

un recteur bien réactionnaire !

S'IL est un personnage qui a réussi à faire l'unanimité contre lui, c'est bien le recteur Doumenge. En effet, élèves, parents d'élèves, enseignants du primaire et du secondaire, tous s'accordent pour condamner vigoureusement l'attitude méprisante et l'arrogance sans scrupules de ce haut fonctionnaire, parachuté en Martinique par le gouvernement colonialiste français pour y appliquer sa politique en matière d'enseignement. Cette politique consiste notamment à favoriser l'implantation toujours plus massive d'enseignants français dans les DOM, alors que des dizaines d'enseignants antillais sont au chômage ou attendent en France d'obtenir enfin un poste dans leur pays. Le recteur a également pour tâche essentielle de masquer les insuffisances et la gabegie totale du secteur scolaire aux Antilles, orchestrées par le gouvernement lui-même, et d'en faire porter la responsabilité sur les enseignants et les parents d'élèves. Il se doit donc de mettre au pas tous ceux qui protestent contre l'incurie gouvernementale, et Doumenge ne s'en prive pas, tentant de mener tout le monde enseignant à la baguette, avec les grossières façons d'un adjudant de carrière, par lesquelles il s'est récemment fait remarquer. Il ne s'est pas gêné pour traiter les enseignants martiniquais d'« incapables » et pour les rendre responsables des échecs scolaires des élèves, justifiant par cet argument la venue aux Antilles d'enseignants français, plus « capables », selon lui.

Mais que ce soit précisément

ce genre d'individu imbu de lui-même, raciste et méprisant, qui soit nommé, par le gouvernement, recteur de l'Académie des Antilles-Guyane, n'a rien d'étonnant. Car ce monsieur a déjà fait ses preuves, ayant derrière lui tout un passé de réactionnaire et de colonialiste qui en fait, aux yeux du gouvernement, l'homme à poigne idéal pour exercer dans les colonies. En effet, après avoir parcouru divers pays coloniaux en tant que missionnaire, le sieur Doumenge est resté pendant près de vingt ans, jusqu'en mars 1977, premier adjoint du maire de Montpellier, homme de droite, qui a soutenu l'Algérie française et l'intervention américaine au Vietnam. Lui-même s'est illustré brillamment

en mai 1968 pour avoir fait le coup de poing contre les étudiants de la faculté de Montpellier où il enseignait.

Voilà donc le genre de personnage, haut cadre de l'administration, qu'affectionne le gouvernement colonialiste français pour mettre en œuvre sa politique répressive, dans le domaine enseignant comme ailleurs, et qu'il paye grassement pour cela.

Mais il n'est pas dit que le recteur Doumenge puisse profiter encore longtemps de sa sinécure coloniale, car les protestations des enseignants se font de plus en plus véhémentes et le SNI Martinique ainsi que la Fédération des Parents d'élèves Cornec ont exigé le rappel en France de ce grossier individu.



Les enseignants ne se laisseront pas impressionner.

"Pas un seul chômeur à la rentrée prochaine" exige le SNES

« Pas de rentrée scolaire si tous les maîtres auxiliaires ne sont pas réemployés à la rentrée prochaine », telle est la conclusion d'un communiqué diffusé le 20 juin dernier par la section de Guadeloupe du SNES. Ce communiqué est essentiellement motivé par l'annonce des créations de postes dans l'académie et du chiffre de titulaires venant de France, Djibouti ou du Cam- bodge.

En effet sur l'ensemble des postes créés pour l'année à venir, l'Académie des Antilles-Guyane n'en recevra que 2,16 %. En Guadeloupe cela se traduit par la création de 26 postes au lieu de 29 l'an dernier. Au CET de Capesterre, 11 titulaires arrivent, chassant ainsi 11 maîtres auxiliaires. Si la proportion est à peu près la même dans d'autres établissements, la situation de l'em-

ploi risque effectivement d'être grave à la prochaine rentrée. Pourtant le problème n'est point insoluble. Si on en est là, c'est le résultat de la politique coloniale menée aux Antilles et en Guyane en matière d'enseignement. Il faudra, pour éviter que de nombreux enseignants ne soient jetés au chômage, exiger la création de centaines de postes, nécessaires pour assurer un

enseignement de meilleure qualité et mieux adapté au milieu et dans le même temps titulariser tous les auxiliaires. L'administration n'accordera satisfaction à toutes ces revendications que contrainte et forcée. Pour cela, les syndicats enseignants doivent tous ensemble créer un rapport de force qui leur soit favorable. Avec l'appui des élèves et de leurs parents, ils le peuvent.

CANNE (Guadeloupe)

Contre le chômage total ou partiel, une seule solution la lutte

LES travailleurs agricoles de la canne connaissent des conditions de travail absolument scandaleuses. Conditions qui se sont considérablement aggravées depuis quelques années. En effet, la mécanisation à outrance, l'introduction de machines ultramodernes qui coupent ou qui ramassent la canne a mis des centaines de travailleurs au chômage. Ceux qui travaillent voient leur nombre de journées de travail diminuer. Au mieux, c'est 8 jours en début de récolte et, le plus souvent, 4 ou 5 jours qu'ils arrivent à obtenir.

Il arrive souvent que, présents sur les lieux de coupe le matin, après avoir payé leur transport, les travailleurs se voient refouler du champ sous prétexte qu'il y a trop de cannes coupées et sont appelés à revenir le lendemain. Pendant ce temps, les machines travaillent à plein rendement jusqu'à 22 h. Lorsqu'on sait que le travail de la canne n'offre en tout et pour tout que trois mois de travail par an, on mesure facilement les conséquences désastreuses de tout cela. Des milliers de travailleurs sans emploi ou sous-employés.

Par deux fois, cette année, en pleine récolte, à l'initiative de l'UTA, les travailleurs agricoles de la région de Ste-Rose ont organisé un barrage sur la route, bloquant la circulation pendant près d'une demi-journée, pour protester contre le manque de travail signalé par les gérants alors qu'ils étaient normalement venus travailler.

Il semble que les responsables

de l'UTA aient trouvé là depuis quelque temps une nouvelle méthode pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les problèmes des travailleurs agricoles. Mais, s'il est vrai qu'elles sensibilisent l'opinion par leur caractère spectaculaire, ces actions ne permettent pas à elles seules de résoudre les graves problèmes qui se posent aux travailleurs agricoles (en particulier le manque de travail) et gardent un caractère limité.

C'est une véritable mobilisation d'ensemble continue qui devrait être organisée. Une mobilisation qui aurait pour but d'obliger les capitalistes de la canne à donner du travail tous les jours à tous les ouvriers agricoles et à tous ceux qui ont été licenciés depuis la mécanisation et qui sont aujourd'hui au chômage.

C'est un véritable plan de lutte qui devrait être mis sur pied : tout d'abord recenser tous les

chômeurs de la canne dans les hameaux et les quartiers, que tous ces chômeurs soient mobilisés en liaison avec ceux qui travaillent pour exiger du travail pour tous.

Cette lutte-là devrait être aussi l'affaire des ouvriers industriels dont beaucoup ont été licenciés ou sont en passe de l'être.

Voilà le but que devrait se fixer l'ensemble des ouvriers agricoles. La situation est d'une telle gravité à l'heure actuelle que les actions ponctuelles limitées, le manque de perspectives claires aux luttes des travailleurs ne permettent pas de modifier quoi que ce soit ou modifient si peu qu'en définitive le moindre acquis d'hier est repris le lendemain par les capitalistes usiniers.

Cela les travailleurs agricoles peuvent le changer en comptant sur leur force, leur action, en n'hésitant pas à engager la lutte contre les patrons.

MARTINIQUE :

(Suite de la page 1)

Nous pensons que ces travailleurs ont raison de chercher une alternative aux attermolements et à la passivité des directions syndicales. Ils ont raison d'agir ainsi, mais pour faire reculer les patrons et le gouvernement et leur imposer des solutions ouvrières face à la crise actuelle, ils doivent ouvrir aux travailleurs de toutes les entreprises la possibilité de mettre sur pied un

programme de revendications valables pour toute la classe ouvrière. Une alternative à la démission des directions syndicales, c'est avant tout la préparation d'une riposte unitaire sur un tel programme.

Et justement, l'existence au sein de la classe ouvrière de cette fraction de travailleurs qui veut aller de l'avant représente un espoir.

VI^e Festival culturel de Fort-de-France

Le mois de juillet est le mois du Festival culturel de Fort-de-France, devenu maintenant, au bout de six années consécutives, une véritable tradition.

A l'heure où nous écrivons, le programme entier des spectacles proposés n'est pas encore connu. Cependant, sont déjà annoncés : les ballets folkloriques de Cuba, des chanteurs de la Jamaïque, et du théâtre avec notamment la troupe d'acteurs haïtiens émigrés : les Kouklor. On pourra également des pièces de théâtre comme En attendant Godot, de Samuel Becket, et

Boesman et Lena, d'Athol-Fugard, qui traite du problème de l'Apartheid.

Bien sûr, beaucoup d'autres manifestations culturelles et artistiques sont également prévues, et nous pensons que tous ces spectacles sont à ne pas manquer. Car ce festival du mois de juillet, organisé par la municipalité PPM de Fort-de-France, est l'une des rares occasions en Martinique d'avoir accès à des œuvres de qualité et de caractère progressiste, même si elles véhiculent bien souvent des idées fortement nationalistes.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS

Cédex

IMPRIMERIE I.C.T.
51, rue Olivier-Métra
75020 PARIS

Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source

En août : tournée de Combat Ouvrier dans les communes en Martinique et en Guadeloupe

CAMARADES, amis, sympathisants de notre tendance, qui n'avez peut-être pas toujours l'occasion de discuter assez longuement avec les militants de COMBAT OUVRIER, cette possibilité vous sera offerte au mois d'août.

En effet, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, nos militants effectueront une tournée dans les communes, à raison de deux ou trois jours par commune.

Conférences, débats, prises de parole, expositions et vente de livres, de journaux, projection de photos et de films, permettront aux travailleurs et aux jeunes de mieux connaître nos idées, nos analyses sur la société actuelle et les perspectives que nous proposons.

Ce sera aussi l'occasion de discuter plus longuement sur les problèmes auxquels travailleurs et jeunes sont confrontés tant sur

leur lieu de travail que dans la commune et le quartier.

Nous vous donnons donc rendez-vous pour le mois prochain ; le calendrier de cette tournée sera précisé ultérieurement.



EDITORIAL

(Suite de la page 1)

des travailleurs. Ils agissent ainsi parce qu'ils veulent garder le contrôle le plus étroit possible des luttes. Ils ne veulent à aucun prix voir la masse des travailleurs passer des grèves défensives à une véritable offensive.

Cela parce que leur façon de voir et la lutte et les changements nécessaires pour la classe ouvrière se limite à la poursuite de négociations pour obtenir des améliorations progressives.

La grève est alors pour eux, un simple moyen de pression sur les patrons, moyen qu'on abandonne aussitôt que ceux-ci font mine de s'asseoir à une table de discussion.

Or, nous ne croyons pas que le problème doive se poser ainsi : la situation des travailleurs est telle — vu le retard des salaires par rapport au coût réel de la vie — qu'ils ne peuvent la changer qu'en imposant par la force aux patrons de nouveaux salaires et de nouvelles conditions de travail. De même, face aux licenciements, il faut aussi imposer aux patrons l'interdiction de licencier des travailleurs.

Ce n'est ni avec des grèves limitées, partielles ou de « harcèlement » qu'on imposera cela. Il faut rassembler en face des patrons une force nombreuse, organisée, disciplinée, consciente et déterminée à vaincre coûte que coûte. Cette force, elle existe. Elle est dans la classe ouvrière. Et depuis plusieurs mois, la multiplication des grèves montre que les travailleurs sont prêts à se battre.

Ce n'est qu'en opposant cette force de tous les travailleurs aux patrons qu'on imposera une révision de fond des salaires et des conditions de travail, aux Antilles. Ce n'est pas une affaire qui sera réglée par la défensive, entreprise par entreprise.

Fièvres électorales

En Guadeloupe...

UNE certaine agitation politique règne depuis quelques jours en Guadeloupe au sein des partis de gauche. Après la fête de l'Étincelle, l'hebdomadaire du Parti Communiste Guadeloupéen, puis la conférence de presse donnée par ce dernier et un membre du PCF, c'est au tour de Jalton, député-maire des Abymes de se manifester. C'est que la fièvre électorale qui s'est abattue depuis longtemps sur la France, s'est emparée de nos politiciens locaux.

Du côté socialiste, Jalton, un des leaders du MSG (mouvement socialiste guadeloupéen), parti soi-disant allié au PCG dans le cadre de l'Union de la gauche locale, prend ses distances vis à vis de son partenaire. Il a annoncé sans ambages qu'il ne fera pas campagne pour l'autonomie. Ce faisant, il signifie aux communistes que lui et son parti entendent se placer sur un autre terrain qu'eux lors des élections législatives de mars 1978.

Les socialistes choisissent de s'adresser à une clientèle électorale opposée au gouvernement de droite mais attachée à rester dans le cadre départementaliste.

Le PC ne rate pas une occasion ces jours-ci de réaffirmer que son objectif c'est l'autonomie de la Guadeloupe.

Ces rappels incessants ne signifient pas pour autant que le PCG s'apprête à engager la lutte pour arracher l'autonomie. Il s'agit plus probablement de déclarations à usage interne destinées à mobiliser et galvaniser ses militants.

Ceux-ci — et en particulier les plus jeunes — ont souvent reproché à leur parti de ne pas se battre farouchement pour ses propres objectifs.

Le raisonnement de bien d/s militants au sein du PC est simple : si le mot d'ordre d'autonomie est le plus juste, qu'attendons-nous pour engager la lutte afin de contraindre le gouvernement français à céder là-dessus ?

La direction du PC fait mine de céder à cette pression. Cela ne lui coûte de toute façon pas grand chose, dans la mesure où l'objectif même d'autonomie est en lui-même un leurre, une supercherie. Cette direction peut éventuellement courir le risque de laisser une partie de ses troupes se mobiliser sur cette revendication. Le

PC sait très bien que l'objectif qu'il leur fixera est l'organisation des législatives.

Derrière la propagande pour l'autonomie se cache donc la même vieille politique électorale, le même manque de perspectives d'un réel combat pour chasser définitivement le colonialisme de la Guadeloupe.

Les militants du PCG qui croient ou font mine de croire à une radicalisation de leur parti — même limitée au seul terrain anti-colonialiste, même sous la forme d'une lutte pour une hypothétique autonomie — se bercent d'illusions.

Ils devront bien — un jour ou l'autre — se rendre à l'évidence : le PCG n'est décidé ni à chasser le colonialisme, ni à mettre fin à l'exploitation capitaliste.

Ceux qui veulent mener une telle politique, n'ont aucune chance de pouvoir le faire sur

la base de la politique du PCG. Et dans ce sens-là, l'avenir appartient non pas au PCG, mais

à ceux qui renouent avec les idées du socialisme révolutionnaire.



... et en Martinique

DEPUIS le début juin, c'est le grand branle-bas dans la gauche martiniquaise. C'est à qui proposera son plan « pour sauver la Martinique », ou encore le meilleur statut possible.

Le PCM, pour la deuxième fois en 3 mois lance un appel pour constituer un Front pour l'Autonomie avec le PPM, le PSM, et la CGTM.

Agasta, le leader de la CSTM, alors que se prépare le congrès de ce syndicat, vient de déclarer qu'il est partisan de l'indépendance.

Le PPM lui-même tient son congrès les 9 et 10 juillet, le PSM et la Fédération Socialiste tiennent chacun leur congrès début juillet.

Autonomie, indépendance, autodétermination, toute une agitation se fait autour de ces mots, agitation d'autant plus bruyante qu'elle se fait dans la perspective de la venue de l'Union de la gauche au pouvoir.

Quelques mois avant les élections, chacun de ces partis essaye de se placer, dans la course aux « responsabilités »

qui ne manquera pas d'être ouverte en cas de victoire électorale du PC et du PS en France.

Bien entendu, tout ce beau monde invoque l'intérêt des travailleurs de la Martinique ou des Antilles, pour les besoins de sa propagande. Le Progressiste titre à longueur de colonnes : « La Martinique, nation en péril », tandis que Justice se présente comme « le défenseur de la classe ouvrière et du peuple martiniquais ».

Mais justement, si les partis de gauche tenaient tant que cela à défendre les travailleurs et le peuple martiniquais, ils emploieraient d'autres moyens que les appels dans les journaux ou à la radio. Ils ont d'autres moyens que cela : ils dirigent des municipalités, ils ont des sièges au Conseil Général. Ils influencent, par l'intermédiaire des syndicats qu'ils contrôlent, l'essentiel de la classe ouvrière de la Martinique.

Il leur est possible de mobiliser les travailleurs contre le pouvoir colonial et ses consé-

quences ici : oppression, bas salaires, chômage, exploitation forcée des travailleurs.

Ils ne le font pas, car justement, leur objectif n'est pas de mobiliser les travailleurs contre le pouvoir colonial. L'objectif des PC, PS et autres PPM est de composer avec le pouvoir colonial de manière à arranger les choses aux moindres frais pour les capitalistes et les colonialistes.

Les travailleurs n'ont donc rien à attendre de ces partis dont toute l'agitation actuelle est tournée vers l'horizon électoral. Ils ne résoudront leurs problèmes que s'ils prennent en mains leur propre sort.

Les bas salaires, le chômage, l'exploitation forcée des travailleurs, cela ne disparaîtra que lorsque ceux-ci se mettront en lutte à la tête du peuple martiniquais pour conquérir l'indépendance et chasser les capitalistes du pays.

En face de cela, toute l'agitation de la gauche en Martinique est, effectivement, dérisoirement électorale.

DES CAMBODGIENS EN GUYANE

(Suite de la page 1)

Le pouvoir colonial n'a pas non plus jugé bon de demander à la population guyanaise son avis sur la venue des Cambodgiens. Il n'a probablement pas non plus consulté ces derniers, tant est méprisante l'attitude coloniale à l'égard des populations.

L'indignation et la colère ressenties par le peuple guyanais sont donc tout à fait compréhensibles. Mais en fait, la solution au problème de la Guyane, ce n'est pas dans la lutte contre la présence de 60 à 80 familles

de paysans méos, même si dans les luttes qui se sont déroulées dans leur pays, ils se sont trouvés du mauvais côté, celui du colonisateur. Car une politique acharnée contre les méos ne changera pas fondamentalement les choses.

Le vrai problème est celui de la présence de l'impérialisme français qui continue d'exploiter et de spolier le peuple de Guyane, et c'est contre lui qu'il importe de mener la lutte, afin d'en finir avec ses décisions arbitraires.

Soweto-16 juin 1976 - 16 juin 1977

Le régime de l'Apartheid ébranlé

AU moment où nous écrivons, la répression continue de s'abattre sur les opprimés d'Afrique du Sud. La semaine dernière, le 23 juin, la police sud-africaine de la minorité blanche au pouvoir tirait sauvagement sur des rassemblements de jeunes Noirs à Soweto, faisant un mort, un jeune Africain de 16 ans, des dizaines de blessés et plusieurs centaines d'arrestations ; au même moment, la police de Johannesburg chargeait une manifestation de plusieurs centaines de lycéens. Cette sauvage répression faisait suite à celle qui fit 9 morts et une quarantaine de blessés le 16 juin dernier, jour où, par des grèves et des manifestations, les Noirs d'Afrique du Sud commémoraient les massacres du 16 juin 1976 à Soweto.

Ce jour-là, la police sud-africaine ouvrit le feu sur des écoliers noirs qui manifestaient contre la décision de l'Etat raciste de leur imposer l'enseignement en afrikaan, la langue de leurs oppresseurs directs. Il y eut des centaines de victimes dans la population noire.

Mais, l'ampleur de la riposte des Noirs après le massacre de 1976, riposte qui se prolonge encore aujourd'hui, montre que, désormais, les jours du régime raciste d'Afrique du Sud sont comptés. La minorité blanche qui impose son odieux régime d'oppression ne pourra plus vivre dans la tranquillité qui a été la sienne pendant des années. Les opprimés d'Afrique du Sud, ne pouvant plus supporter l'insup-

portable, sont prêts à mourir par centaines, sans reculer devant aucune répression. Ce sont d'abord les jeunes qui ont bravé les assassins au pouvoir, mais ils ont vite été rejoints par d'autres plus âgés, chômeurs, ouvriers venus des ghettos noirs. Demain, c'est toute la communauté noire, métisse et indienne que le gouvernement risque d'avoir en face de lui.

La révolte des Noirs d'Afrique du Sud ouvre la voie à la fin de la suprématie des Blancs de ce pays et donc à la fin des atrocités perpétrées par un Etat blanc et raciste contre les masses noires. Mais le fait que les organisations qui l'animent limitent son

objectif à la seule fin de l'Apartheid ne peut conduire le mouvement qu'à cette impasse qui est dans la nature même du nationalisme de ces organisations : la création d'un nouvel Etat bourgeois qui ne pourra que perpétuer les rapports exploités-en-recréant, à l'intérieur du peuple noir cette fois-ci, une catégorie de possédants ou en tout cas de privilégiés liés à l'appareil militaire et policier du nouvel Etat, et, une catégorie, la plus importante numériquement, de pauvres, ouvriers et petits paysans auxquels il ne sera assigné qu'un seul rôle, celui de suer sang et eau pour enrichir les nouveaux possédants et probablement aussi les sociétés ca-

pitalistes internationales qui, directement ou indirectement, continueront à l'ombre du nouveau régime, à exploiter les travailleurs et à piller les richesses du pays.

Alors, nous pensons que la classe ouvrière d'Afrique du Sud peut, par sa puissance numérique et grâce à sa concentration, s'engager dans une autre voie, celle de la révolution socialiste. S'organiser et lutter pour la prise du pouvoir à Johannesburg, à Pretoria et dans toute l'Afrique australe. C'est uniquement par ce moyen que la classe ouvrière pourra offrir des perspectives immenses aussi bien aux travailleurs blancs d'Afrique du Sud

qu'à tous les travailleurs du continent africain.

Mais cela ne se fera pas spontanément. La classe ouvrière ne parviendra, au cours de sa lutte contre l'Apartheid, à se libérer et à libérer la société sud-africaine de l'exploitation et de l'oppression, que si elle est consciente qu'elle a un rôle particulier à jouer, si elle se refuse à se subordonner, au nom du nationalisme, à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie noires ainsi qu'aux forces politiques qui les représentent.

Cela exige une lutte politique contre le nationalisme. Cela exige l'existence d'un parti révolutionnaire prolétarien en Afrique du Sud.

Espagne : la démocratisation du régime ne dispense pas les travailleurs d'organiser leur lutte

MALGRE quelques incidents liés à l'hostilité de l'extrême-droite, les élections se sont déroulées en Espagne. Ainsi donc, la dictature ouverte est désormais transformée officiellement en régime parlementaire. Les élections, venant après un certain nombre de réformes telles la légalisation des partis de gauche, constituent l'aboutissement d'un processus de démocratisation du régime. Ce processus n'est nullement dû à une lutte de la clas-

se ouvrière, mais à la bourgeoisie qui avait intérêt à réaliser une transformation des institutions.

Elle l'a fait sous la protection de l'armée, avec l'assurance que celle-ci pourrait toujours, au cas où la bourgeoisie voudrait revenir en arrière, rétablir un régime plus dur.

Les travailleurs ne doivent donc pas s'extasier comme le font les partis de la gauche espagnole devant des réformes qui ne ren-

forcent nullement la classe ouvrière.

En effet, le but de la bourgeoisie avec la mise en place d'une part, d'un système parlementaire avec différents partis et, d'autre part, d'organisations syndicales représentatives légalisées, c'est d'obtenir en souplesse les sacrifices que la dictature n'était pas en mesure d'imposer aux travailleurs.

Les travailleurs ne peuvent donc confier leur sort directe-

ment à la volonté de Juan Carlos ou, par personne interposée, aux partis de gauche. Leur problème c'est de profiter des nouvelles libertés de presse, de réunion... pour créer leurs propres organes de presse, leurs propres organisations de classe, de façon à pouvoir, demain, imposer leurs revendications à la bourgeoisie, cette bourgeoisie qu'il leur faudra de toutes façons affronter, malgré ses nouvelles allures démocratiques.

Émigration - Émigration - Émigration

Grève du 6 juillet Opération publicitaire au profit de la CGT

LE 6 juillet, la CGT appelle les travailleurs antillais des PTT à faire grève pour faire obstacle à un décret gouvernemental devant modifier les conditions du cumul. Ce décret, selon la CGT, ne donnerait droit qu'à deux mois de vacances aux Antilles tous les cinq ans.

Dans de nombreux centres, les travailleurs antillais se sont prononcés pour cette grève. Cette grève cependant apparaît comme une manœuvre démagogique de la CGT pour gagner la confiance des travailleurs antillais. Pourquoi en effet est-ce sur une revendication, somme toute secondaire, que la CGT a choisi d'appeler à la lutte ?

Les travailleurs antillais ont également d'autres revendications portant entre autres sur la hausse des prix, le blocage des salaires. Ce sont là des revendications qui ne leur sont pas propres mais qui concernent l'ensemble des postiers.

Alors serait-ce pour éviter de déclencher une lutte véritable que la CGT préfère s'en tenir à des revendications particulières, dérisoires par rapport aux véritables problèmes des travailleurs antillais ?

En mettant en avant les revendications du voyage payé, ce n'est pas l'intérêt des travail-

leurs antillais qu'elle défend. Cette grève et la revendication qui la motive ne peuvent aboutir à

rien moins qu'à isoler les postiers antillais, à les enfermer dans un ghetto.

FAIRE DE LA JOURNÉE DU 6 JUILLET UN APPEL A LA LUTTE

● De nombreux postiers ne se font guère d'illusions sur l'efficacité d'une telle grève. Pourtant, ils sont prêts à se battre.

Alors, pour que cette grève ne soit pas une journée de division, les travailleurs peuvent en profiter pour discuter de leurs problèmes en tant que travailleurs émigrés.

Cette grève peut être aussi l'occasion de ne pas s'isoler des autres travailleurs, de montrer qu'eux, travailleurs antillais, sont prêts à mettre en avant des revendications qui intéressent la plupart des postiers. Ils peuvent donner dans leur secteur l'exem-

Une revendication limitée

LA CGT revendique, pour les postiers antillais, le droit au congé payé tous les deux ans, c'est-à-dire l'alignement sur les congés accordés aux fonctionnaires faisant partie du cadre métropolitain par le gouvernement colonialiste français.

Nous nous devons d'expliquer pourquoi, à notre avis, cette revendication n'est pas juste et, ceci à double titre :

Le congé payé tous les deux ans constitue un privilège que le gouvernement colonialiste a octroyé en vue de se concilier des fonctionnaires, des cadres, afin de perpétuer sa domination sur les Antilles. Il fait partie de ces avantages qui maintiennent une inégalité entre colonisés et français envoyés aux Antilles.

D'autre part, cette revendication de caractère intégrationniste aboutit à donner l'illusion que sous un régime colonial, une égalité de fait est possible entre pays

dominé et puissance coloniale.

En défendant une telle revendication, la CGT entre purement et simplement dans la logique du système colonialiste, responsable d'un état de fait, l'émigration en France des travailleurs antillais, l'exil forcé dû au chômage et à la situation catastrophique dans laquelle le colonialisme a plongé les Antilles.

Ces problèmes, la CGT évite tant qu'elle peut de les aborder. On connaît le sort de ces nombreuses commissions antillaises qui, bien que mises sur pied par la CGT pour canaliser la combativité des travailleurs antillais, ont sombré à partir du moment où, en leur sein, des travailleurs ont discuté de la présence nuisible du colonialisme, à partir du moment où ils ont porté à la connaissance de leurs camarades français les massacres perpétrés au nom du peuple français par l'armée coloniale.



Un trafic honteux

Une enquête faite par la CFDT-Santé dans un centre de la région de Pau vient de révéler un trafic d'enfants inadaptés, notamment d'origine antillaise.

Ces enfants seraient récupérés aux Antilles chaque année par la directrice de cet établissement et dirigés sur ce centre, en principe pour y être rééduqués.

Mais, en réalité, les soins prévus sont pratiquement inexistant, la nourriture est à peine suffisante. De plus, il n'existe aucune prise en charge pédagogique, ni de formation professionnelle. En fait, cette activité est un moyen pour les propriétaires de cet établissement de récupérer les subventions de la Sécurité sociale.

Qu'il puisse exister de pareils centres pour handicapés est scandaleux !

Cependant, si de tels centres ont pu voir le jour, c'est grâce à la caution gouvernementale qui ferme les yeux sur de telles pratiques et de ce fait, en est complice.